

LA VOIE ETROITE DE L'ECONOMIE MARXISTE EN FRANCE

Michel Husson

Projet d'article pour *Historical materialism*

La pensée économique radicale connaît en France un renouveau depuis quelques années. La référence au marxisme y tient toute sa place et il s'agit là d'une véritable résurrection, tant celle-ci avait été marginalisée, coincée entre la tradition stalinienne et l'école de la régulation. Cet article ¹ est une première tentative pour rendre compte de ce processus en confrontant ces deux courants et leur relative perte de substance qui libère un espace pour un marxisme vivant et radical.

1. LE PCF ET L'ECONOMIE

En tant que parti se réclamant du marxisme, le PCF se devait de produire des analyses du capitalisme et des voies de son dépassement ; en tant que parti, il avait pour fonction d'élaborer un programme. Il est normal que cette « double tâche » se soit accompagnée de tiraillements, voire de contradictions, et elle suppose en tout cas que soient bien précisées les modalités d'articulation entre l'analyse de fond et le programme d'intervention. Cette tension est inévitable mais elle a pris dans l'histoire du PCF, comme parti stalinien, une ampleur considérable qui s'est particulièrement manifestée dans le domaine économique. Plutôt qu'une histoire minutieuse des relations entre le PCF et ses économistes, nous voudrions proposer ici une première approche de cette question, autour d'un fil directeur, l'instrumentalisation de la théorie au service d'une orientation politique fluctuante.

Un potentiel impressionnant

Tout au long des années soixante s'est constitué autour du PCF un groupe d'économistes, intellectuels souvent brillants, qui ont cherché à redéfinir l'analyse marxiste du capitalisme. C'est le *Traité d'économie marxiste*, publié en 1971 qui représente la première contribution d'ensemble à cette nouvelle analyse. Sa colonne vertébrale est la théorie du Capitalisme monopoliste d'Etat (CME), qui transpose les élaborations « marxistes-léninistes » d'Union soviétique et d'Allemagne de l'Est et redécouvre les travaux de l'économiste Eugène Varga, l'un des rares intellectuels marxistes à avoir produit des analyses originales du capitalisme de l'intérieur du stalinisme. Mais le *Traité* s'inscrit aussi dans un mouvement général de redécouverte des textes de Marx, où se fait notamment sentir la référence à Althusser. On lit ou on relit Marx, on le traduit et on l'édite ².

¹ Cet article s'appuie sur deux contributions récentes (Husson 2001a et 2001b).

² La première édition française d'un texte aussi fondamental que les *Grundrisse* date de 1968.

La théorie du CME prend cependant grand soin de se situer dans une continuité orthodoxe. Paul Boccara fait référence à Lénine, se démarque de Staline, et suit l'histoire du concept à travers ces documents aussi fondamentaux que le *Manuel d'économie politique* de l'Académie des Sciences édité à Moscou en 1955, ou la résolution de la « Conférence des 81 partis communistes et ouvriers » de 1960, qui propose la définition suivante : « *Les contradictions de l'impérialisme ont accéléré la transformation du capitalisme de monopole en capitalisme monopoliste d'Etat. En renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le capitalisme monopoliste d'Etat réunit la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un mécanisme unique destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage de larges couches de la population* »³.

Ces supposées avancées théoriques s'articulent en fait autour de deux volets : d'une part le cœur de la théorie, dite de la suraccumulation-dévalorisation, d'autre part une théorisation des nationalisations comme stratégie anticapitaliste. Sur le premier point, la théorie bien particulière formulée par Boccara plonge des éléments d'analyse du capitalisme de l'époque dans un cadre théorique incohérent. Le rôle du financement public dans l'accumulation, la socialisation (à travers la Sécurité Sociale) d'une part croissante du salaire, la concentration du capital, voilà autant d'observations correctes. Mais le PCF prétend, sans y parvenir, en faire les composantes d'une théorisation plus générale.

Le concept de dévalorisation est particulièrement distordu. Chez Marx, il désigne la perte de valeur périodique du capital, liée au fonctionnement cyclique de l'activité économique. Boccara introduit quant à lui une double confusion. Il baptise dévalorisation toute rémunération inférieure au taux de profit moyen, et étend ce processus sur l'ensemble de l'onde longue, mélangeant ainsi les formes concrètes d'organisation du capital et ses lois fondamentales. Mais davantage que les contorsions théoriques, ce sont les implications politico-pratiques qui importent. L'idée générale consiste à montrer que les monopoles exercent une fonction parasitaire sur l'ensemble de la société, en détournant les ressources de l'Etat à travers leur financement public. Ils prélèvent aussi de la valeur sur les petites et moyennes entreprises (PME), et ces transferts, baptisés « exploitation », sont placés sur le même plan que l'exploitation des travailleurs.

C'est souvent chez les disciples que se révèlent, par dérapages progressifs, la logique hasardeuse de tels échafaudages à prétention théorique. La capacité des monopoles de fixer leurs prix comme bon leur semble, et de garantir ainsi leurs profits, conduit peu à peu à l'idée selon laquelle « *l'action de la loi de peréquation des taux de profit se trouve contrecarrée et, avec elle, les prix de production* », de telle sorte que « *la loi de la valeur se fraie de plus en plus difficilement son passage* » (Delilez 1972). Rappelons que la position marxiste pertinente consiste à poser la formation de la masse de plus-value comme préalable à sa répartition et à sa captation par les différentes fractions du capital. On voit bien que ce débat conserve son actualité, dans la mesure où la théorie parasitaire a retrouvé un nouvel essor avec la financiarisation. Il suffit de remplacer « monopole » par « finance » pour retrouver les mêmes absurdités sur la

³ *La Nouvelle Revue Internationale*, décembre 1960, citée par Boccara (1974).

formation de la valeur. La rigueur théorique consistant à rappeler que la plus-value est créée dans l'exploitation, et répartie, dans un second temps, est aujourd'hui essentielle. Cette importance ne renvoie pas au désir de maintenir le dogme, mais à celui de bien décrypter le capitalisme contemporain. Celui-ci devient incompréhensible si on pense que la Bourse est une source autonome de valeur et non un moyen d'accaparer celle produite ailleurs.

A l'époque, ce thème était fondamental pour fonder la stratégie d'Union du peuple de France et d'alliance antimonopoliste. Ce projet s'est appuyé sur une analyse de classes tout aussi erronée de la part du PCF. Elle consistait, pour aller vite, à distinguer deux classes fondamentales : la classe ouvrière et la bourgeoisie monopoliste, l'une et l'autre définies de manière restrictive. Entre les deux, s'étendent les « couches intermédiaires », salariées (employés du commerce ou de la banque, ingénieurs, cadres et techniciens) ou non salariées (artisans, patrons de PME). Cet ouvriérisme correspond à une division du travail : le PCF est le parti de la classe ouvrière qui s'allie au PS et aux radicaux, représentants des couches moyennes, et le ciment d'une telle alliance, c'est la lutte conjointe contre les méfaits des monopoles. Ce schéma aura d'ailleurs des conséquences dramatiques, pour le PCF lui-même. Au lieu de chercher à représenter la classe des travailleurs, il s'auto-limite à la classe ouvrière au sens strict, abandonnant de fait la « nouvelle classe ouvrière » à d'autres.

Cette posture explique l'incapacité du PCF à formuler des revendications unifiantes et à saisir la nouveauté des luttes de l'époque, qu'il s'agisse de Lip ou des mouvements d'OS. Sur le plan syndical, cela se traduit par un refus de remettre en cause la hiérarchie salariale par des revendications d'augmentation salariale uniforme (1500 F pour tous) qui déformeraient l'échelle des rémunérations au profit des plus bas salaires. Le PCF s'est toujours battu, y compris théoriquement, pour des augmentations en pourcentage (5 % pour tous) ayant pour effet de conserver la hiérarchie. Ce choix a eu des conséquences très graves sur l'éclatement de la classe ouvrière, mais on voit bien comment il repose sur une conception, supposée garantir le monopole ouvrier du PCF, qui voit l'unité du salariat comme une alliance entre deux corps séparés, la classe ouvrière et les classes moyennes.

Nationalisations, mixité, gestion

A partir de cette matrice de base, l'élaboration a fluctué au gré de l'actualité politique. Un premier ajustement a concerné le « seuil scientifique des nationalisations ». Dans un premier temps, ce seuil a été défini autour d'une liste de 25 groupes à nationaliser. Ensuite, lors de la discussion autour du Programme commun, il fut brusquement « dévalorisé » et réduit à neuf grands groupes. Après la signature du Programme commun, ce seuil recommença à augmenter, sans doute en vertu du principe selon lequel « l'Union est un combat ». Enfin, après la rupture de l'union de la gauche en 1977, le non-respect du seuil fut invoqué pour justifier l'impossibilité d'un accord électoral lors des législatives de 1978. Trois ans plus tard, en 1981, on n'en entendra plus parler. Ces lamentables fluctuations ont dispensé le PCF de réfléchir réellement sur le contenu des nationalisations. Quand la gauche arriva au pouvoir en 1981 et

nationalisa finalement, la cohérence possible des propositions du PCF avait été réduite à néant par ces ajustements successifs, mais aussi par la vacuité de ses propositions en matière de gestion.

La seconde grande innovation de Boccara réside dans les fameux « nouveaux critères de gestion » qui consistent notamment à maximiser le ratio VA/C. derrière ces formules obscures se cache une idée assez étonnante qui est que le capitalisme ne sait pas gérer ses affaires. Il maximise le taux de profit, mais ce faisant utilise mal l'argent et se prive d'une relance impétueuse tirée par la demande salariale. Cette extravagante prétention à améliorer le capitalisme est condensée dans cette formule cabalistique. Il faut donc maximiser la valeur ajoutée (VA) produite par unité de capital (C), ce qui permet de combiner l'efficacité (économie de capital) et des arrangements variés quant au partage de la valeur ajoutée. Tout ceci est parfaitement absurde et il est facile de montrer que ces critères se ramènent à celui du profit, à moins de postuler la conversion spontanée du capitalisme à la satisfaction des besoins sociaux. Il faut y voir aussi une manière de critique collatérale du capitalisme, qui laisse des portes de sortie à son aménagement. Les thèmes du « gâchis », de la « casse », de la « mauvaise utilisation de l'argent » ne sont pas faux en soi. Mais la manière dont ils ont été martelés a créé constamment l'illusion que ce n'est pas le capitalisme en tant que tel qu'il faut combattre mais ses dysfonctionnements : le poids des monopoles, le poids de la finance, la recherche du profit à court terme, etc.

La théorie du CME sera progressivement rangée au magasin des accessoires, et ce tournant coïncide évidemment avec la participation du PCF au gouvernement de la gauche. C'est alors Philippe Herzog qui va réaliser une nouvelle synthèse dans un livre paru en 1982. Le sous-titre annonce une « initiation aux politiques économiques actuelles » et il s'agit certainement d'une initiation à de nouvelles formes de collaboration de classes. Sur la question-clé des nationalisations par exemple, P. Herzog avance cette fière devise : « *Personne ne propose de soviets à l'entreprise !* » et précise aussitôt : « *Nous, communistes, proposons en revanche le début d'un pluralisme dans les conceptions de gestion* ». Il faut méditer cet *en revanche* explicitant la fonction des nouveaux critères de gestion, qui ne sont autre chose qu'un dérivatif ou un simulacre de pouvoir des travailleurs dans l'entreprise. Le nouvel économiste en chef du PCF théorise la mixité conflictuelle entre un secteur public et un secteur privé. Cette compétition pacifique conduit à une économie hybride où, de fait, les critères capitalistes ne peuvent que dominer. Herzog l'admet lui-même : « *Les patrons émettront sans doute une principale critique : un tel critère pousserait à trop d'emplois et trop de salaires. C'est ne pas tenir compte du cadre concurrentiel dans lequel nous sommes et restons : les productions doivent être compétitives* ».

La dimension la plus sinistre de cette construction est la croyance en des « solutions nationales » qui renforce toutes les contradictions déjà signalées. On retrouve ici l'un des traits profonds des partis staliniens, à savoir leur incapacité fondamentale à développer une orientation internationaliste, et même à comprendre la dimension internationale de la crise. Ce qui se profile, c'est donc une « issue nationale » structurée autour d'une alliance avec les capitalismes nationaux autour du thème « Produisons français ». Cette position a considérablement affaibli le discours du PCF au début des années quatre-vingt quand il a dû affronter la fameuse « contrainte

extérieure », invoquée pour justifier le tournant vers l'austérité. Dans un contexte où le Front national allait commencer à développer ses thèmes à partir de rapprochements entre les 2 millions de chômeurs et les 2 millions d'immigrés, le mot d'ordre « Produisons français » était particulièrement douteux, d'autant plus qu'il s'accompagnait de pratiques condamnables à l'égard de l'immigration. N'était-il pas tentant en effet de rajouter « avec des travailleurs français » au slogan du PCF ?

Cette incompréhension de la nature mondiale de la crise s'accompagne logiquement de gages donnés à la bourgeoisie française, bien résumés dans cette autre formule de Herzog : « *Si des sacrifices pouvaient être efficaces, les travailleurs les consentiraient. Ils ont le sens du devoir national* ». Grattez les nationalisations, vous retrouvez le « devoir national ».

Le PCF face au chômage

Vient ensuite le tournant vers le néolibéralisme de 1983, inauguré par un programme de gel des prix, et surtout des salaires, mis en place par Jacques Delors. Un an plus tard, Laurent Fabius abandonne toute velléité de politique industrielle et de planification. Les nationalisations apparaissent alors pour ce qu'elles sont, une variante paradoxale du capitalisme monopoliste d'Etat, où les fonds publics servent à restructurer et reconvertir des groupes que l'on rendra un peu plus tard au privé. Faute de pouvoir assumer cette réorientation, le PCF quitte le gouvernement, qui approfondit le tournant. En 1985, Pierre Bérégovoy entame un vigoureux programme de déréglementation financière et systématise la politique de « désinflation compétitive ». C'est une période de restructurations brutales et de montée du chômage.

Dans un tel contexte, les réponses du PC sur l'emploi restent centrées sur des thèmes de gestion, et l'on peut parfaitement soutenir qu'elles ne se distinguent pas fondamentalement des « contre-propositions industrielles » chères à la CFDT. Le point commun de ces analyses, c'est au fond de dire que les capitalistes s'y prennent mal et que l'on pourrait trouver de meilleurs arrangements. La notion de « nouvelles productivités » fait partie de ce langage commun.

Les critiques adressées au gouvernement du PS que le PCF a quitté un an plus tôt restent donc entièrement abstraites, dans la mesure où elles ne s'appuient pas sur un programme de mobilisation. Il y manque une compréhension correcte de ce que signifie l'offensive patronale de restructurations, contre les salaires, le droit du travail et la protection sociale. Le PCF est profondément englué dans une idéologie où la cible n'est pas un système, le capitalisme, qui fonctionne selon ses propres règles, mais une entité floue, « l'économie nationale », qu'on pourrait faire mieux fonctionner à coup de partenariat conflictuel et de fonds pour l'emploi.

La réduction du temps de travail

L'idée de la réduction du temps de travail est centrale dans l'histoire du mouvement ouvrier. On peut même soutenir que les premières luttes et les premières victoires de ce dernier portaient sur la limitation de la journée de travail. Il s'agit d'une constante de la tradition de la lutte des classes que l'on retrouve dans l'histoire du courant marxiste révolutionnaire, puisque le *Programme de Transition* contenait une revendication d'échelle mobile des heures de travail, complémentaire de l'échelle mobile des salaires. Citons ce texte de référence : « Under the menace of its own disintegration, the proletariat cannot permit the transformation of an increasing section of the workers into chronically unemployed paupers, living off the slops of a crumbling society. The *right to employment* is the only serious right left to the worker in a society based upon exploitation. This right today is left to the worker in a society based upon exploitation. This right today is being shorn from him at every step. Against unemployment, "structural" as well as "conjunctural," the time is ripe to advance along with the slogan of public works, the slogan of a *sliding scale of working hours*. (...) all the work on hand would then be divided among all existing workers in accordance with how the extent of the working week is defined. The average wage of every worker remains the same as it was under the old working week. Wages, under a strictly guaranteed *minimum*, would follow the movement of prices. It is impossible to accept any other program for the present catastrophic period. »

Le PCF a depuis longtemps rompu avec cette perspective, très exactement depuis la période de la « Reconstruction », où il s'agissait de retrousser les manches et de savoir terminer les grèves. Avec des semaines de travail de plus de 50 heures, les 40 heures du Front populaire étaient bien oubliées. L'ouvriérisme et l'exaltation de l'effort au travail faisaient que la seule forme de réduction du temps de travail mise en avant centralement dans les revendications était la retraite à 60 ans. Au début des années 80, le PCF a raté une première fois le coche des 35 heures, parce qu'il n'était absolument pas porteur d'une telle alternative, si bien qu'il a contribué à faire accepter l'enterrement de l'idée de réduction du temps de travail après le passage aux 39 heures en 1982. Parti de gouvernement, le PCF a applaudi à la politique de Pierre Mauroy qui a découvert la préretraite comme succédané aux 35 heures et comme instrument « de lutte » contre le chômage.

Au plan syndical, les luttes sociales étaient dépourvues de véritables revendications radicales contre les licenciements et les dégâts opérés par une ligne de « reconversion » du capitalisme qui ne débouchait sur rien. Le discours creux des « nouveaux critères de gestion » était psalmodié sans aucune traduction concrète dans la résistance aux licenciements. Le grand rendez-vous avec les luttes des travailleurs allemands pour les 35 heures, au milieu des années 80, a été non seulement manqué mais est resté hors de la perception des cadres politiques du PCF et des militants syndicaux qu'il influençait. Cette faiblesse congénitale est un héritage du stalinisme qui a toujours contourné soigneusement tout ce qui pourrait donner lieu à une stratégie de contrôle ouvrier, conçue comme l'initiative directe des salariés sur tout ce qui détermine directement leurs conditions de travail. La crispation sur les solutions nationales et la volonté de ne pas contrer l'orientation social-libérale du PS au gouvernement ont fait le reste.

« Déshabiller Pierre pour habiller Paul », tel a été pendant longtemps la position du PCF à l'égard du thème de la réduction du temps de travail. Ce rendez-vous manqué renvoie à une forme de trade-unionisme semblable à celui que Lénine reprochait à la Seconde Internationale, et qui consiste à séparer étroitement les tâches du syndicat et celles du parti : le syndicat revendique sur le salaire, et le parti cherche à prendre le pouvoir pour transformer la société. Il y a peu de passerelles entre les deux types d'activité, et cette division du travail correspond à l'opposition classique entre le programme minimum – la lutte de classes au quotidien – et le programme maximum qui alimente les beaux discours dominicaux. Quant à l'ouvriérisme, il prend la forme de cette glorification du travail qu'il ne s'agit pas tellement de transformer, mais de compenser par des hausses de salaires et des primes durant la vie active, et par une baisse de l'âge de la retraite ensuite. Comment comprendre autrement que le PCF a toujours défendu la retraite à 60 ans, mais jamais les 35 heures ? Cette vision partielles ont donc conduit le PCF à rater une seconde fois le tournant vers les 35 heures. En décembre 1992, *Economie et politique* sort un numéro spécial consacré tout entier à des « Mesures d'urgence pour l'emploi. Le seul article consacré à la réduction du temps de travail s'intitule « La peste ou le choléra ? ».

La sécurité emploi-formation (SEF)

Ce concept a été forgé au fil des ans et est devenu une référence centrale au 29^{ème} congrès de 1996. La résolution « sur le projet » du PCF *« avance une proposition neuve et de grande portée: une sécurité emploi-formation. Cette idée concerne naturellement l'ensemble des salariés et des sans-emploi, la nation elle-même ; elle répond particulièrement au besoin de réponses urgentes à la situation imposée aux jeunes. Il s'agit d'assurer à toutes et à tous un emploi, une formation liée à l'emploi. Et aussi de prévoir, d'organiser, de garantir le passage des salariés, tout au long de leur vie de travailleurs, dans différentes activités - emploi, formation, participation à la recherche, à la formation des autres, notamment des jeunes - avec un revenu correspondant à leur qualification et évoluant en fonction de celle-ci. »*

Tout cela peut sembler séduisant, mais se révèle assez vite peu mobilisateur. Certes, le projet précise que cette proposition *« va de pair avec une réduction importante du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche compensatrice, impliquant l'adoption d'une loi-cadre fixant la durée maximale du temps de travail hebdomadaire à 35 heures, complétée par des négociations dans toutes les branches d'activités pour aboutir, selon les spécificités et les possibilités, à une réduction plus grande encore, jusqu'à 30 heures par semaine »*. Malgré cette clause de style, le projet de sécurité emploi-formation (SEF) sert au PCF de succédané à une orientation combative dont il s'est montré totalement incapable quand la question est redevenue d'actualité à partir de 1997. Le PCF n'a par exemple jamais mis en avant ce projet de loi-cadre, dont il parle dans sa résolution de fin 1996, ou plutôt il l'a laissé dans ses tiroirs. Il n'a joué aucun rôle de formation ou d'animation sur ces questions.

Sur cette question et sur d'autres, c'est une orientation similaire qui s'est imposée à la CGT. Les textes confédéraux de la période semblent avoir été rédigés de la main même d'Herzog, et sont en tout cas marqués du style emphatique qui lui est propre. On peut dire que la responsabilité du PCF est très grande dans le désarmement du

mouvement syndical sur la question des 35 heures. Faute d'initiative syndicale, le PS a pu récupérer et dénaturer l'idée de réduction du temps de travail. Il aurait pourtant été possible de réaliser une coalition entre partis, syndicats et associations (notamment de chômeurs) pour définir un projet radical de réduction du temps de travail et de lutte contre le chômage. Le PCF a été un obstacle, par son inertie et son conservatisme revendicatif, sans parler de son insertion dans la majorité plurielle.

Outre son caractère peu opérationnel, l'idée de SEF recèle d'énormes ambiguïtés qui ne sont jamais levées ou discutées dans les élaborations du PCF. Une telle formule cherche à prendre acte des modifications intervenues dans l'organisation du travail et à concilier la continuité de la situation sociale et la mobilité de l'emploi. Il s'agit là d'un thème de débat et d'élaboration, qui pose de nombreuses questions. La première est de savoir s'il faut accepter le discours patronal sur la flexibilité. Celle-ci passe par exemple par la sous-traitance généralisée, et le projet d'Alcatel d'aller vers une « entreprise sans usines » vient d'en donner une illustration saisissante. Faut-il pour autant prendre comme donnée intangible ce type de restructurations ? La réponse est évidemment négative : il n'existe aucune nécessité objective, par exemple technologique, à ces choix organisationnels. Ils servent notamment à contourner le droit du travail en externalisant le plus grand nombre possible de segments de production dans de petites entreprises mal protégées. Mais le PCF n'est pas armé pour une telle réflexion critique, puisque ses économistes sont occupés à chanter la gloire de la « Révolution informationnelle » sans trop se soucier de l'allure qu'elle prend sous direction capitaliste.

Le PCF n'arrive pas à faire le lien entre les différents aspects de la discussion, et le « mot d'ordre » de prêts bonifiés (à taux réduits) aux petites et moyennes entreprises vient paradoxalement nourrir cette représentation déformée du statut réel des PME. Celles-ci sont présentées implicitement comme de vaillantes petites entreprises écrasées par les charges financières, alors que leur vulnérabilité provient de leur dépendance à l'égard des grands groupes qui pompent leur valeur ajoutée par toute une série de mécanismes. On retrouve décidément l'héritage de l'alliance antimonopoliste, et l'abandon de toute idée de contrôle des travailleurs sur la gestion des entreprises. C'est pourtant à la racine, donc dans les entreprises, qu'il faut prendre le problème si l'on veut limiter le droit patronal aux licenciements. Le projet de SEF peut très bien se réduire à un filet de sécurité récupérant après coup les victimes des licenciements reconnus implicitement comme inévitables.

La SEF devrait ensuite se situer par rapport à toute une série de propositions qui circulent sur le « marché » des idées. Il y a par exemple le contrat d'activité mis en avant par le rapport Boissonnat, et le statut professionnel proposé par le rapport Supiot⁴. Dans ces élaborations, il y a le meilleur et le pire. Le meilleur, ce serait un projet de mutualisation des coûts sociaux du chômage, à la charge des entreprises, de manière à assurer une continuité du contrat de travail. Le pire, ce serait un filet de sécurité, médiocre contrepartie à l'exigence patronale de gérer la main-d'œuvre sans aucune contrainte. Face à une telle ambiguïté, on peut au moins adopter le principe de précaution proposé par Robert Castel de ne pas « laisser la proie pour l'ombre » (Castel 1999). Encore une fois, il ne s'agit pas ici d'une réticence de principe. L'une

⁴ dont l'un des rédacteurs, soit dit en passant, est Robert Salais ex-théoricien de l'emploi au PCF, et auteur, deux ans avant Balladur, d'une proposition de SMIC-jeunes à 75 % du SMIC. Voir *Le Monde* du 22 janvier 1992.

des tâches des marxistes est bien d'élaborer des revendications qui préfigurent le mode de fonctionnement d'une société socialiste. L'une des rares choses sur lesquelles on peut s'accorder à ce sujet, c'est que la force de travail ne devrait plus être une marchandise comme les autres et que sa gestion devrait être socialisée, bref que le chômage devrait être aboli.

Cet objectif doit être compatible avec une certaine fluidité de l'emploi, qui n'a rien à voir avec la soif de flexibilité patronale. On l'oublie trop souvent, mais une société socialiste aurait pour visée de détruire un très grand nombre d'emplois rendus inutiles par une autre organisation de l'économie. Des centaines, voire des millions d'emplois, sont des doublons créés par une concurrence capitaliste largement irrationnelle ; ou bien, il s'agit d'emplois liés à la marchandisation de services collectifs. Avec la santé gratuite, par exemple, le travail des milliers de personnes qui gèrent les remboursements devient superflu. Toute une série d'industries, comme celles de l'armement, mais pas seulement elle, devraient être reconverties. Le maintien de l'emploi en l'état est une revendication possible à court terme, mais elle ne correspond pas forcément à une véritable perspective de transformation sociale. Il faut donc y adjoindre un projet de transformation du statut de salarié dans le sens de la continuité. Ce débat est donc parfaitement légitime et nous y avons nous-mêmes contribué (Coutrot et Husson 2001).

On peut même pousser la critique un peu plus loin, pour contester le rôle décisif accordé à la formation, présentée comme équivalente à l'emploi. C'est d'une certaine façon entériner des analyses parfaitement erronées qui cherchent à expliquer le chômage par une formation insuffisante. En grattant un peu, on peut même retrouver les théories les plus réactionnaires sur la fameuse « inemployabilité » des chômeurs : à défaut de pouvoir les employer, il faudrait donc les former. Cette vision du chômage par défaut de formation est évidemment très réductrice, et on peut se demander au fond s'il ne vaudrait pas mieux parler, par boutade, d'un projet de sécurité emploi-temps libre.

Ces critiques peuvent paraître systématiques mais elles correspondent au fait que le PCF propose une coquille vide qui a une fonction de délimitation politico-programmatique, plutôt qu'une véritable force revendicative. La formule tout terrain de SEF a le mérite de se prêter aux configurations programmatiques les plus diverses, mais le PCF serait bien en peine de donner un exemple de mobilisation autour de ce thème, ou de traduction législative concrète. Encore une fois, il n'a d'autre fonction que de substituer à un autre projet, celui du retour au plein emploi par une baisse radicale du temps de travail, et de faire oublier l'absence du PCF sur ce terrain.

Le PCF, parti de gouvernement

La théorie n'étant pas malléable à l'infini, le retour du PCF au gouvernement rend les grands écarts de plus en plus douloureux. Car le PCF reste communiste, dit-il, et se fixe toujours comme projet le « *dépassement* » du capitalisme. Le terme n'est pas critiquable en soi, dans la mesure où le passage au socialisme serait effectivement un dépassement. En revanche, on ne peut s'en tenir à cette perspective incantatoire, et il faut expliquer comment l'action quotidienne du PCF s'inscrit dans une telle perspective. C'est évidemment plus difficile, et l'on arrive assez rapidement à des postures irrationnelles et schizo-phrènes.

La première d'entre elles est assez classique, et consiste à ignorer la gauche radicale pour privilégier le dialogue avec les plus réactionnaires. C'est une tradition de longue date : le PCF a toujours préféré dialoguer avec le patronat qu'avec les autres marxistes. Plus récemment, on peut évoquer l'exemple de « l'Appel des économistes pour sortir de la pensée unique », né dans la foulée du mouvement de novembre-décembre 1995 et qui a d'emblée constitué un lieu de confrontation intéressant entre diverses sensibilités allant des keynésiens aux radicaux. Les ténors du PCF ont boudé ce regroupement, le qualifiant d'ambigu et dépourvu d'ambition. Certains des économistes du PCF se sont aussi retrouvés à la Fondation Marc Bloch, ce lieu de rencontre des « républicains des deux bords », mais l'expérience sans doute la plus hallucinante est l'association *Confrontations* lancée il y a une dizaine d'années par P. Herzog. Même la CFDT n'aurait pas osé concevoir un tel projet, où syndicalistes et économistes du PCF prennent un plaisir évident, même s'il est parfois un peu masochiste, à se confronter, très courtoisement, à des représentants de l'aile supposée sociale du patronat.

Depuis son entrée dans la majorité plurielle, le PCF se voit condamné à la schizophrénie. Il a ainsi pris l'habitude de manifester contre des projets de loi qu'il votera finalement, une fois les banderoles repliées. Ce double langage prive de tout contenu le discours critique porté certains jours, pour être oublié le lendemain. 35 heures, épargne salariale, réforme de l'indemnisation-chômage (PARE), crédit d'impôt, « modernisation » sociale, toutes ces lois sont passées avec, le cas échéant, quelques adverbes signés PCF. Mais, sur le fond, comment ne pas voir que la manière dont les économistes du PCF magnifient ces pas de fourmi agit en retour pour vider de toute crédibilité intellectuelle leur posture critique à l'égard du capitalisme ? Et l'horrible soupçon réapparaît sur la véritable nature de cette « visée » de la sécurité emploi-formation, qui vise surtout à déployer un écran de fumée devant la soumission à un inexorable processus de régression et de déconstruction sociale-libérale.

Bref, le bilan est globalement négatif : défiguration du marxisme, incapacité à armer l'intervention des salariés, anticapitalisme périphérique, incompréhension totale sur la réduction du temps de travail, suivisme à l'égard du social-libéralisme sous prétexte d'efficacité gouvernementale. Ce n'est certainement pas de là que viendra la refondation d'un projet de transformation sociale, ni un renouveau de la théorie. Faut-il alors s'en remettre à l'école dite de la régulation ?

2. L'ECOLE DE LA REGULATION

Cette école a exercé une influence déterminante dans le champ de l'économie hétérodoxe au cours des vingt dernières années. Le livre d'Aglietta, *Crises et régulation du capitalisme*, date de 1976 et peut être considéré comme l'acte fondateur de la théorie de la régulation. Sa réédition de 1997 – et la postface qui l'agrément – marquent sans doute le point d'arrivée d'une trajectoire qui a emmené cette école assez loin du marxisme dont elle est pourtant en partie issue.

Genèse d'une école

A sa sortie, l'ouvrage d'Aglietta avait pu susciter une interrogation sur laquelle il convient de revenir aujourd'hui : s'agissait-il d'une reformulation/actualisation du marxisme ou de la mise en place d'une approche théorique complètement renouvelée ? A l'époque, les régulationnistes sont marqués, d'un côté, par une tradition colbertienne ou saint-simonienne et, de l'autre, par une certaine incarnation, bien française elle aussi, du marxisme. Lipietz (1994) n'a pas tort d'en faire les « fils rebelles de Massé⁵ et d'Althusser », et leur projet peut s'analyser comme une rupture dialectique à l'égard de cette double filiation.

La crise sera l'occasion de cette rupture. Le projet régulationniste est en effet né dans une conjoncture bien précise : sur le plan politique, c'est la période du débat autour du Programme commun, qui devait s'achever avec la rupture de l'Union de la gauche en 1977. Sur le plan économique, la récession généralisée de 1974-75 marque l'entrée « dans la crise ». Par certains côtés, celle-ci vient donner raison aux théoriciens du PCF qui prévoient depuis deux décennies l'enlisement final du « Capitalisme Monopoliste d'Etat ». Mais elle fait surtout apparaître rétrospectivement le dogmatisme d'une théorisation misérabiliste du capitalisme d'après-guerre. Les régulationnistes ont alors l'intuition que la clé de la crise se trouve dans la compréhension des « Trente glorieuses » qui viennent de s'achever, sans que l'on s'en rende pleinement compte. Deux ouvrages fondateurs sont alors produits : le livre d'Aglietta de 1976, puis le rapport Boyer-Lipietz (*et alii*) de 1977 sur l'inflation.

Une relecture confirme aujourd'hui le sentiment que l'on pouvait avoir à l'époque de ne rien y trouver d'autre que la reformulation d'un marxisme dont la principale novation est d'être débarrassé de ses oripeaux staliniens. Le livre d'Aglietta n'est pour l'essentiel qu'un exposé assez classique des lois de l'accumulation capitaliste, avec application au cas des Etats-Unis. La nouveauté consiste à parler d'accumulation intensive, définie comme reposant sur la production de plus-value relative. Certains concepts de Marx sont confrontés aux données macro-économiques de la compatibilité nationale, et Aglietta avance à l'occasion des pseudo-concepts aujourd'hui oubliés, comme ce « coût salarial social réel » qui n'est autre chose que la part des salaires dans la valeur ajoutée. L'analyse empirique conduit Aglietta à énoncer que le meilleur indicateur statistique « pour représenter l'évolution du taux de plus-value est l'évolution du coût salarial réel ». Il n'y a pas là de découverte renversante.

⁵ Pierre Massé fut l'un des principaux théoriciens de la « planification à la française ».

Les régulationnistes ont cependant le sentiment d'innover radicalement sur le plan méthodologique, par le simple fait de confronter leurs concepts à la réalité empirique. Là encore, la rupture avec un certain structuralisme « marxiste » se combine avec leur insertion dans l'administration économique pour les inciter à chercher une quantification empirique de leurs analyses. Mais c'est avec l'ardeur des néophytes qu'ils s'émerveillent de cette coupure épistémologique : « ce retour à la mesure, même difficile et toujours insatisfaisant compte tenu de l'origine précise des statistiques utilisées, a pour effet d'introduire la possibilité d'un démenti du cadre théorique de départ, fut-il éminemment satisfaisant d'un strict point de vue logique » (Bertrand *et alii* 1980). Cette découverte naïve de l'autonomie de la réalité concrète par rapport à la logique théorique ne peut sérieusement prétendre représenter un dépassement de la méthode marxiste : elle ne peut se comprendre que par rapport à la prégnance du stalinisme.

La rupture avec Althusser est longuement décrite par Lipietz (1979) ; le principal reproche qu'il lui adresse est de « nier que sur cette base matérielle des rapports sociaux puisse se constituer quelque chose qui puisse dire "c'est nous" et bouleverser le système des rapports. Ce quelque chose était pour nous le mouvement révolutionnaire des masses ». Là encore, il est extraordinaire de pouvoir présenter l'intervention du mouvement révolutionnaire des masses comme « quelque chose » qu'il serait nécessaire de redécouvrir pour renouer avec le marxisme, dont c'est évidemment un élément constitutif ! C'est à cette capacité à enfoncer les portes ouvertes que l'on mesure la chape de plomb stalino-maoïste que les inventeurs de la régulation ont dû soulever pour se retrouver à l'air libre. Cette trajectoire n'est pas indifférente, car elle les aura tenus à l'écart de la tradition vivante du marxisme qu'ils n'auront pratiqué qu'à travers Althusser, Mao ou Boccara. Tout cela n'empêche pas les régulationnistes d'être à cette époque des critiques assez conséquents du capitalisme.

Quand le régulationnisme n'est pas (encore) un harmonicisme

On doit à Lipietz (1994) cette définition parlante de la démarche régulationniste : « on est régulationniste à partir du moment où on se demande pourquoi il y a des structures relativement stables alors que logiquement elles devraient éclater dès le début, puisqu'elles sont contradictoires (...) alors qu'un structuraliste trouvera anormal qu'elles entrent en crise ». Mais si l'on ne réduit pas le marxisme à un structuralisme, l'étude des modalités de la reproduction du capital fait évidemment partie intégrante de sa critique qui n'a nul besoin d'une sorte de théorème d'effondrement permanent.

Quoi qu'il en soit, la réflexion initiale d'Aglietta sur le « néo-fordisme » montre qu'il se situe alors pleinement dans le champ du marxisme et que, sur un point essentiel, il n'est peut-être pas complètement régulationniste au sens où on l'entend aujourd'hui. Aglietta (1976) envisage en effet la possibilité d'une issue à la crise, fondée sur un néo-fordisme ainsi défini : « un nouveau régime d'accumulation intensive, le néo-fordisme, sortirait de la crise en faisant progresser l'accumulation capitaliste sur la transformation de la totalité des conditions d'existence du salariat, alors que le fordisme était axé sur la transformation de la norme de consommation privée, la

couverture des frais sociaux capitalistes demeurant à la lisière du mode de production capitaliste ». En d'autres termes, la crise pourrait trouver une issue par l'extension aux consommations collectives (santé, éducation, transports...) de ce que le fordisme avait réalisé pour la consommation privée (logement et équipement ménager, voiture individuelle). Ce thème est aussi présent chez Attali (1978) qui écrivait par exemple : « la société postindustrielle sera probablement hyper-industrielle. Mais la production y est orientée vers de nouveaux secteurs, substitués aux services collectifs producteurs de demande, à l'école, à l'hôpital. Elle s'appuie sur un nouveau réseau, technologique et social, produisant une demande pour ces objets marchands ».

Aglietta introduisait cependant une précision décisive en soulignant d'emblée que « *le fait que cette transformation [néo-fordiste] des fondements du régime d'accumulation intensive soit la seule issue durable à la crise ne signifie pas ipso facto qu'elle soit possible dans le capitalisme* ». Cette restriction montre que l'approche régulationniste est alors dépourvue de toute tentation harmoniciste et pouvait donc être absorbée sans peine dans le corpus marxiste.

Le rapport salarial, un concept-clé

La vraie nouveauté se trouve au fond dans cette analyse du rapport salarial fordiste, institutionnalisé après 1945 avec l'instauration d'un salaire minimum, de conventions collectives, et l'extension du salaire indirect. Boyer en fait un indicateur central des spécificités de la régulation monopoliste : l'ajustement cyclique ne s'opère plus par les prix (Boyer 1978), les institutions contribuent à aligner la progression moyenne des salaires sur la productivité industrielle (Boyer Mistral 1978). Aglietta (1976) introduit quant à lui la notion centrale de « norme de consommation » et montre bien comment le fordisme marque précisément l'entrée dans la consommation salariée de biens produits avec d'importants gains de productivité. Enfin, Bertrand (1979) vérifie cette hypothèse grâce à une analyse « en sections » de l'économie française qui reprend les schémas de reproduction du *Capital*.

Du point de vue théorique, encore une fois, il s'agit donc plutôt d'une remobilisation de débats et schémas disponibles par ailleurs, sans qu'on sache si ces filiations sont conscientes chez des régulationnistes qui semblent tout ignorer du marxisme après Marx. Pour prendre un exemple, le lien n'est à notre connaissance jamais établi avec le débat qui a mobilisé les économistes marxistes pendant de longues années autour de la Première Guerre Mondiale : ses protagonistes s'appelaient Kautsky, Bernstein, Lénine, Boukharine, Luxemburg, Bauer, Tugan-Baranovsky. Ce dernier, par exemple, propose des schémas de reproduction où la baisse de la production est compensée par l'accumulation, et rejette pour cette raison la thèse de l'effondrement final. Bauer parvient à un résultat semblable et conclut à la validité de l'accumulation du capital à l'intérieur de certaines limites réglées par la productivité et la population. Sa polémique avec Rosa Luxemburg tourne autour d'une question qui est exactement celle de la régulation : pourquoi cela ne s'effondre pas ? Ces références ne sont jamais citées par les régulationnistes et cela donne souvent à leurs travaux un côté naïf, comme si le fait d'aborder ces thèmes témoignait d'une formidable impertinence à l'égard du marxisme assimilé aux manuels officiels édités à Moscou, Pékin ou Paris.

Une autre source d'inspiration est en revanche très clairement revendiquée dans le cas de Boyer, c'est celle de l'école cambridgienne, avec les conceptualisations de Kalecki ou de Joan Robinson. Dans *l'Accumulation du Capital*, celle-ci propose par exemple une définition de l'« Age d'or » qui ressemble fortement à la régulation fordiste. Cette filiation revendiquée est parfaitement légitime et elle n'est mentionnée ici que pour souligner à quel point la théorie régulationniste aurait pu se construire à partir d'une synthèse fructueuse du marxisme et du post-keynésianisme cambridgien.

Plutôt que d'un dépassement du marxisme, la régulation apparaît ainsi comme une actualisation ou une réappropriation nécessaires pour prendre en compte les spécificités historiques du capitalisme d'après-guerre et sortir du dogmatisme. L'ouvrage qui, de ce point de vue, représente à nos yeux la véritable synthèse de l'apport régulationniste est celui de Dockès et Rosier, paru en 1983 (et qui mériterait lui aussi d'être réédité). L'analyse du rapport salarial et de la norme de consommation est parfaitement intégrable par un marxisme vivant, à condition d'abandonner l'hypothèse implicite d'un salaire réel constant, ce qui ne remet pas en cause le cadre général d'analyse (Husson 2000). On ne voit pas enfin pourquoi l'étude des « formes institutionnelles » serait incompatible avec la mise en lumière des contradictions du mode de production capitaliste. Mais il y a quelque chose de plus dans l'approche régulationniste qui en fait la véritable spécificité, mais aussi sa principale limite : c'est l'harmonicisme.

Le tournant harmoniciste

Le basculement est simple : de la thèse juste selon laquelle le capitalisme peut fonctionner, les régulationnistes passent imperceptiblement à une autre position, qui ne s'en déduit pas forcément mais qui est un prolongement possible de leur analyse, selon laquelle le capitalisme peut toujours finir par fonctionner de manière relativement harmonieuse. Ce glissement était d'autant plus tentant que l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 apportait aux régulationnistes l'occasion de quitter une position de critiques éclairés pour se transformer en conseillers du prince. Leur position dans l'appareil de l'administration économique et leur formation d'ingénieurs les portaient naturellement à vouloir « faire », autrement dit à peser sur la mise en place d'une nouvelle régulation permettant de sortir de la crise par le haut.

Sur le plan théorique, le tournant s'est effectué en pivotant autour de la notion de norme de consommation. On peut le dater précisément, avec la contribution d'Aglietta et Boyer à un colloque organisé en 1982. Sur la base d'une analyse typiquement régulationniste, leur texte débouche sur une première recommandation : il faut « maintenir une certaine progression de la consommation, pour autant qu'elle soit compatible avec la reprise de l'investissement industriel et l'équilibre des paiements extérieurs » et chercher à discerner les nouvelles demandes « dont l'apparition et le développement sont aujourd'hui freinés par l'instabilité et l'incertitude véhiculées par la crise ». Cette analyse rejoignait une version plus « technologiste » de l'école de la régulation faisant de la filière électronique le lieu naturel d'émergence d'une issue à la crise, en fonction d'un raisonnement découlant logiquement de l'analyse du fordisme : « A notre explication de la crise correspond notre perception de son issue.

Les nouveaux lieux d'accumulation doivent donc respecter globalement l'ensemble des contraintes explicitées dans notre représentation, à savoir permettre à la fois de faire apparaître des gains de productivité et une norme de consommation renouvelée, et transformer une partie du travail improductif en travail productif » (Lorenzi Pastré Toledano 1980).

Le programme de travail régulationniste est dès lors réorienté vers l'invention du post-fordisme. Il s'agit d'imaginer un nouveau compromis social positif fondé sur de « nouvelles productivités » et sur un nouveau « modèle social ». Ce déplacement s'accompagne d'une restructuration théorique. Alors que les textes fondateurs inséraient les formes institutionnelles dans le cadre fixé par les invariants capitalistes, la plasticité des modes de régulation en vient à être considérée comme pratiquement illimitée, et c'est Coriat (1994) qui formule avec le plus de lucidité ce glissement analytique : « progressivement ces formes structurelles ont acquis dans la théorie de la régulation le statut de véritables catégories intermédiaires, au sens où elles assurent entre théorie pure et invariants d'un côté, faits observés et stylisés de l'autre, ces outils indispensables à la recherche desquels nous étions, pour pouvoir penser, au-delà des permanences, les changements et leurs spécificités ». La porte est désormais ouverte à une combinatoire sans fin.

Dès lors, la question théorique centrale se déplace et devient celle de la genèse des modes de régulation. La théorie de la régulation est dès lors ballottée entre deux positions symétriques consistant tantôt à dire que « le mauvais capitalisme l'emporte sur le bon », et tantôt à montrer qu'il n'existe que des capitalismes concrets qui sont construits à partir d'une combinatoire dans laquelle on peut puiser à volonté. Entre l'analyse et la norme, le message est définitivement brouillé, ou réduit à quelques lieux communs de bon aloi : la compétitivité ne dépend pas seulement du coût du travail, le marché ne peut être pleinement efficace sans institutions, le capitalisme sauvage n'est pas forcément le plus légitime, et le modèle japonais est atteint mais résiste malgré tout.

Le nouveau mode de régulation du capitalisme

Puisque le fordisme est fini et que le capitalisme ne s'est pas effondré, c'est donc que ce dernier a su inventer quelque chose de neuf, et qu'un nouveau mode de régulation s'est mis en place. Les régulationnistes ont au fond oublié d'être régulationnistes, puisqu'il auront passé vingt ans à expliquer que nous sommes « à la croisée des chemins » au lieu d'étudier ce mode de régulation qui s'installait sous nos yeux. Ou alors, en poussant jusqu'au bout la dérive harmoniciste, il faudrait réserver le label aux bonnes régulations, stables, cohérentes et légitimes. Mais que se passe-t-il pendant les périodes de cohérence instable, et en particulier au cours de cette phase récessive de l'onde longue d'après-guerre ?

Il nous semble au contraire que l'on peut très bien exposer - d'un point de vue marxisto-régulationniste si l'on veut - les paramètres d'un modèle de fonctionnement du capitalisme fondé sur l'augmentation parallèle du taux d'exploitation, du taux de chômage et de la part du revenu national allant aux rentiers. Plutôt que de néo-

fordisme, il faudrait plutôt parler de néo-malthusianisme. A côté de sa fameuse loi de population, Malthus est aussi l'inventeur d'une intéressante théorie démontrant la nécessité d'une classe de consommateurs improductifs « comme moyen d'augmenter la valeur échangeable de la totalité des produits ». Certes, Malthus aurait bien voulu que soit possible « le bonheur de la grande masse de la société ». Mais une progression exagérée des salaires « doit beaucoup augmenter les frais de production ; elle doit aussi faire baisser les profits, et diminuer ou détruire les motifs qui engagent à accumuler ». D'un autre côté, Malthus voit bien que la consommation des classes productives tendra à être inférieure à l'offre des produits matériels, et c'est donc assez logiquement qu'il en conclut à la nécessité d'un « corps de consommateurs qui ne soient pas directement engagés dans la production ». Ces questions sont de vieilles questions de régulationniste et il nous semble que c'est bien ainsi que fonctionne le capitalisme contemporain (Husson 1996).

Dans ces conditions, où un taux de chômage élevé entretient une pression constante sur le salaire et où existent des débouchés de substitution à la demande salariale, il est rationnel de bloquer les salaires. Tous les arguments sur les nouvelles productivités à la base d'un nouveau consensus social s'effacent devant le constat (Coutrot 1998) que l'on peut résumer ainsi : les patrons ont le beurre (l'implication salariée) et l'argent du beurre (le blocage des salaires). C'est la revanche des invariants capitalistes et au premier chef de la concurrence entre capitalistes privés.

La théorie du capitalisme patrimonial ou l'involution

Mais il s'agit d'une régulation très régressive, et les régulationnistes pensent que le capitalisme peut mieux faire. Par des voies détournées, ils sont en train de reconstituer leur unité autour d'un projet d'actionnariat salarié adapté au « capitalisme patrimonial ». Pour en arriver là, il a fallu opérer un nouveau basculement et faire des relations entre la finance et l'industrie un rapport fondamental qui surdétermine le rapport salarial. L'opération a été menée par Aglietta qui propose un nouveau principe de périodisation du capitalisme reposant exclusivement sur le mode de financement de l'accumulation : « la finance oriente en très longue période le développement du capitalisme. Elle détermine les conditions de financement qui, alternativement, entraînent des phases longues où la croissance est encouragée, puis découragée » (Aglietta 1995).

L'histoire du capitalisme serait ainsi scandée par la succession de deux grands modes de financement. Les systèmes financiers « à structures administrées » ont pour avantage de « sauvegarder les projets d'investissement » de telle sorte que « l'accumulation du capital est préservée mais que l'inflation peut être variable ». Au contraire, la finance libéralisée admet les propriétés inverses : elle « favorise une inflation stable et basse, mais entrave l'accumulation ». C'est donc à une lecture inédite de l'histoire longue du capitalisme et de ses crises que nous invite Aglietta. Vingt ans après avoir proposé une analyse du capitalisme fondée sur des notions telles que la norme de consommation salariale, Aglietta revient sur cette compréhension d'une nécessaire articulation des différents domaines de la reproduction du capital, pour rabattre toute la dynamique du capitalisme sur une

seule dimension, celle de la finance. Une boucle est donc effectivement bouclée, qui ramène les régulationnistes à l'une de leur matrice de départ, autrement dit le keynésianisme.

Dans un texte rédigé pour la Fondation Saint-Simon, Robert Boyer et Jean-Louis Beffa concluent que « la création de fonds salariaux à l'initiative des entreprises et des syndicats puis leur gestion en fonction d'objectifs arrêtés en commun, quitte à ce qu'elle soit confiée à des professionnels, pourrait marquer une avancée, en terme de nouveaux droits sociaux ». Michel Aglietta justifie de nouvelles formes de rémunération par les transformations du travail : « avec les technologies actuelles, ce sont au contraire l'initiative et l'adaptation qui sont valorisées (...) vous n'avez plus la garantie de l'emploi, mais vous recevez une part des profits sous la forme de participation, d'intéressement, ou de *stock options* pour les cadres dirigeants : le partage des responsabilités s'est accompagné du partage des profits ». Quant à Lipietz, il a trouvé avec les mutuelles la nouvelle forme institutionnelle pour le XXI^{ème} siècle : « même si l'on demeure persuadé de la robustesse des retraites par répartition face aux instabilités financières et démographiques, on ne peut plus exclure la contribution d'une composante complémentaire par capitalisation (...) Cette évolution correspond à deux demandes sociales ; l'aspiration à une certaine souplesse et à une certaine diversification (...) le souci d'asseoir la capitalisation des entreprises françaises sur une base financière intéressée à l'emploi en France » (Lipietz 1999).

La boucle est ainsi bouclée. Les régulationnistes ont choisi de se faire les apologues de l'actionnariat salarial et ont au passage abandonné toute rigueur scientifique. La manière dont Aglietta vante la démocratie en Amérique est en effet un véritable travestissement d'une réussite fondée sur une concentration des revenus (et de la détention d'actions) sans précédent. De plus, en suggérant que ce modèle est transférable, les régulationnistes oublient purement et simplement les avantages tirés de la situation de puissance dominante des Etats-Unis, confirmant ainsi leur incapacité à intégrer le concept d'économie mondiale. On pourra encore trouver dans les textes régulationnistes des éléments d'analyse et d'utiles revues de la littérature, mais peu de suggestions abouties pour ceux qui veulent comprendre le monde et le transformer. C'est dommage, parce que cette trajectoire n'était sans doute pas la seule possible : la théorie de la régulation aurait pu faire œuvre plus durable au lieu de rompre avec la tradition critique du marxisme pour devenir une sorte de *think tank* pour directeurs des ressources humaines.

3. LA TRAVERSEE DU DESERT DU MARXISME

La thèse générale présentée ici consiste à dire que la théorie économique marxiste s'est trouvée prise en tenailles entre stalinisme et régulationnisme. On peut illustrer cette relative marginalisation en examinant la trajectoire des économistes se réclamant du marxisme révolutionnaire. Un premier exemple peut être trouvée dans la pénétration des travaux d'Ernest Mandel en France. Avant 1968, Ernest Mandel était connu pour son *Traité d'économie marxiste* de 1962 et pour ses contributions au Centre d'Etudes Socialistes où sera publié en 1964 le texte d'une conférence donnée dans un stage de formation du PSU. Divers articles sur le néo-capitalisme dont celui de 1964 dans les *Temps modernes* ont contribué à alimenter la réflexion d'une gauche radicale en formation. Mais la jeunesse se radicalisait sur d'autres thèmes, tels que

l'anticolonialisme, l'antifascisme ou la critique de l'université. Mandel était superbement ignoré par les staliniens, ce qui ne l'empêchait pas de participer à un débat de référence avec Che Guevara et Charles Bettelheim sur la construction d'une économie socialiste à Cuba (Mandel 1964b).

Le mouvement de 68 a été suivi d'un développement très puissant de la gauche révolutionnaire où l'analyse économique ne jouait pas non plus un rôle absolument central. De plus, la mise à disposition des travaux de Mandel a souffert de problèmes récurrents de traduction. *Late capitalism*, dont la publication en allemand (*der Spätkapitalismus*) date de 1972, ne fut disponible en français qu'en 1976. Les leçons données à Cambridge en 1978 et qui constituent la matière *des Long waves of capitalist development* ne sont toujours pas disponibles en langue française⁶. Dernier exemple : les introductions rédigées par Mandel à l'édition Penguin du *Capital* en anglais (en 1976, 1978 et 1981) ont été rassemblées en 1985 sous forme d'un ouvrage en langue espagnole mais restent indisponibles en français. Cette absence de visibilité explique pourquoi les travaux d'économie de Mandel ont tendu à être marginalisés auprès du public français.

L'histoire de la revue *Critiques de l'économie politique* suit une trajectoire comparable. Dans une première phase, elle est organiquement liée au courant trotskiste et produit un matériel d'une grande richesse, mais qui diffuse relativement peu. Une seconde série est lancée à la fin des années soixante-dix, sur la base d'un élargissement au courant régulationniste. Elle devient un lieu d'échange intéressant mais elle a du mal à remplir la fonction d'outil d'intervention directe, que l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 rendait nécessaire. Finalement, le tournant vers le néolibéralisme aura raison d'elle : la revue cesse de paraître en 1985, l'année même où la gauche au gouvernement entame la déréglementation des marchés financiers.

L'économie marxiste critique apparaît comme tiraillée entre deux difficultés : elle a du mal à assurer la médiation entre des débats théoriques de grande qualité et l'action politique, mais elle est aussi, en sens inverse, très sensible aux rapports de force idéologiques. C'est en un sens plutôt bon signe, dans la mesure où cette élaboration théorique n'est pas insensible à la conjoncture. Il n'est donc pas étonnant de constater que ce courant de pensée entame une traversée du désert qui durera environ jusqu'au milieu des années 90, plus précisément jusqu'au mouvement de novembre-décembre 1995. La renaissance de la pensée critique est depuis lors un fait indéniable qui se manifeste en particulier par l'émergence de mouvements sociaux de type nouveau, depuis AC !, mouvement de lutte contre le chômage, jusqu'à Attac, mouvement de masse contre la mondialisation néolibérale. L'un des traits nouveaux de ces mouvements est de lier élaboration idéologique et activisme politique. Un assez grand nombre d'intellectuels qui avaient fait le gros dos pendant les années-fric recommencent à tisser des liens avec le mouvement social. C'est dans ce climat que l'économie critique opère une renaissance avec, en particulier, le lancement de l'Appel des économistes pour sortir de la pensée unique, qui scelle une alliance entre radicaux et keynésiens de gauche, et constitue aussi un lieu de rencontre entre deux générations : les non-repentis de 68, et une nouvelle génération critique. La référence au marxisme n'est pas hégémonique mais retrouve une pleine légitimité. Elle irrigue

⁶ Pour la petite histoire, Robert Boyer a émis un avis défavorable à la publication en français de cet ouvrage à La Découverte.

en pratique les différents lieux d'élaboration, se structure autour des trois congrès Marx organisés au cours des dernières années, avec le séminaire d'études marxistes animé par Duménil et Lévy.

Plusieurs contributions confèrent à la méthode marxiste une actualité nouvelle, parmi lesquelles on choisira de citer, outre Duménil et Lévy, les travaux de François Chesnais et Thomas Coutrot. Ce choix un peu arbitraire s'effectue parmi une littérature abondante, que l'on peut qualifier de radicale plutôt que marxiste, même si la théorie marxiste est toujours une référence au moins implicite.

C'est pourquoi, nous ne partageons pas la lecture proposée récemment dans un livre par ailleurs intéressant pour l'information qu'il contient, mais dont la grille de lecture est déformée par un point de vue centré sur la question de la pénétration du marxisme à l'Université (Pouch 2001). Que l'on parle d'apogée et de déclin pour décrire la double trajectoire, d'une part de l'élaboration économique du PCF et, d'autre part, de la reconnaissance académique de l'économie critique, voilà qui est parfaitement légitime. Ce qui ne l'est pas du tout, en revanche, c'est de vouloir appliquer cette périodisation à l'ensemble de l'économie radicale et marxiste. Nous sommes sortis depuis plusieurs années du déclin et il faut au contraire souligner la vivacité du renouveau. Ce dernier s'appuie en particulier sur les liens avec le mouvement social qui permettent d'opposer à l'appareil idéologique néolibéral un réseau alternatif de plus en plus capable de développer des analyses théoriques de fond, mais aussi des critiques pratiques du capitalisme contemporain, et d'armer ainsi la critique sociale, ce qui, après tout est la fonction essentielle du marxisme révolutionnaire.

Références

Aglietta Michel (1976), *Régulations et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy. Réédition en 1997 chez Odile Jacob.

Aglietta Michel et Boyer Robert (1982), « Une industrie compétitive en France et dans le monde » in *Une politique industrielle pour la France*, Ministère de la Recherche et de l'Industrie.

Aglietta Michel (1995), *Macroéconomie financière*, La Découverte.

Aglietta Michel (1998), *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon.

Attali Jacques (1978), *La nouvelle économie française*, Flammarion.

Boccard Paul (1974), *Etudes sur le capitalisme monopoliste d'Etat, sa crise et son issue*, Editions sociales.

Beffa Jean-Louis, Boyer Robert, Touffut Jean-Philippe (1999), *Les relations salariales en France*, Note de la Fondation Saint-Simon.

Bertrand Hugues (1979), « Le régime central d'accumulation de l'après-guerre et sa crise », *Critiques de l'économie politique*, n°7-8.

Bertrand Hugues, Boyer Robert, Guibert Bernard et Théret Bruno (1980), *Marx et la crise ? Pour un débat entre « marxistes empiriques »*, document de travail.

Boullé Jacques, Boyer Robert, Mazier Jacques et Olive Gaston (1974), « Le modèle Star », *Statistiques et études financières* n°15.

Boyer Robert (1978), « L'évolution des salaires en longue période », *Economie et statistique*, septembre.

Boyer Robert (1979) « La crise actuelle : une mise en perspective historique », *Critiques de l'économie politique*, n°7-8.

Boyer Robert *et alii* (1987) *Aspects de la crise Tome III : Les économies au milieu du gué*, Plan/Cepremap.

Boyer Robert, Lipietz Alain *et alii* (1977), *Approches de l'inflation : l'exemple français*, Cepremap.

Boyer Robert et Mistral Jacques (1978) *Accumulation, inflation, crises*, PUF.

Boyer Robert et Orléan André (1991), « Les transformations des conventions salariales entre théorie et histoire. D'Henry Ford au fordisme », *Revue économique*, mars.

- Boyer Robert et Saillard Yves (1995), *Théorie de la régulation, l'état des savoirs*, La Découverte.
- Castel Robert (1999), « Droit du travail : redéploiement ou refondation ? », *Droit social*, mai.
- Chesnais François (1994), *La mondialisation du capital*, Syros.
- Coriat Benjamin (1994), « La théorie de la régulation. Origines, spécificité et perspectives », in *Ecole de la régulation et critique de la raison économique*, Futur Antérieur-L'Harmattan.
- Coutrot Thomas (1998), *L'entreprise néo-libérale, nouvelle utopie capitaliste ?*, La Découverte.
- Coutrot Thomas et Husson Michel (2001), *Avenue du plein emploi*, Attac-Les mille et une nuits.
- Delilez Jean-Pierre (1972), *Les monopoles*, Editions sociales.
- Dockès Pierre et Rosier Bernard (1983), *Rythmes économiques. Crises et changement social : une perspective historique*, La Découverte/François Maspero.
- Dockès Pierre (1993), « Les recettes fordistes et les marmites de l'histoire (1907-1993) », *Revue économique*, mai 1993.
- Duménil Gérard et Lévy Dominique, *Crise et sorties de crise*, PUF, 2000.
- Foster John B. (1988), « The Fetish of Fordism », *Monthly Review*, vol. 39, n°10, march.
- Herzog Philippe (1982), *L'économie à bras-le-corps*, Editions sociales.
- Husson Michel (1996), *Misère du capital*, Syros <<http://hussonet.free.fr/mdk.pdf>>
- Husson Michel (1999), « *After the Golden Age : on Late capitalism* » in G.Achcar (Ed.), *The legacy of Ernest Mandel*, Verso, 2000.
- Husson Michel (2001a) « L'école de la régulation, de Marx à la Fondation Saint-Simon : un aller sans retour ? » in J. Bidet et E. Kouvelakis, *Dictionnaire Marx contemporain*, PUF, 2001
- Husson Michel (2001b) Le PCF et l'économie, *Critique communiste* n°163, automne-hiver, 2001.
- Kalecki Michael (1971), *Selected essays on the dynamics of the capitalist economy*, Cambridge University Press.
- Lipietz Alain (1979), *Crise et inflation, pourquoi ?*, François Maspero, Paris.

Lipietz Alain (1994), « De l'approche de la régulation à l'écologie politique : une mise en perspective historique », in *Ecole de la régulation et critique de la raison économique*, Futur Antérieur-L'Harmattan.

Lipietz Alain (1999), « Epargne salariale et retraites : une solution mutualiste » Invitation au conclave du 16 décembre.

Lorenzi Jean-Hervé, Pastré Olivier, Toledano Joëlle (1980), *La crise du XXème siècle*, Economica.

Malthus Thomas Robert (1969), *Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique*, Calmann-Lévy.

Mandel Ernest (1962), *Traité d'économie marxiste*, Julliard.

Mandel Ernest (1964a), *Initiation à la théorie économique marxiste*, Cahiers du Centre d'Etudes socialistes n°39-41, Paris

Mandel (1964b), « Les catégories marchandes dans la période de transition », *Nuestra industria*, juin 1964, repris dans Ernesto Che Guevara, *Ecrits d'un révolutionnaire*, La Brèche, Paris, 1987.

Mandel Ernest (1964c), « L'apogée du néocapitalisme et ses lendemains », *Les Temps modernes* n°216-220, août-septembre

Mandel Ernest (1976), *Le troisième âge du capitalisme*, UGE.

Mandel Ernest (1980), *Long waves of capitalist development*, Cambridge University Press, 1980

Mandel Ernest (1985), *El Capital. Cien años de controversias en torno a la obra de Marx*, Siglo XXI, Mexico.

Pouch Thierry (2001), *Les économistes français et le marxisme. Apogée et déclin d'un discours critique (1995-2000)*, Presses universitaires de Rennes.

Robinson Joan (1962), *Essays in the theory of economic growth*, Mc Millan.